Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
https://pace.coe.int

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 14173
12 octobre 2016

La situation de la liberté des médias en Hongrie

Proposition de résolution
déposée par M. Attila MESTERHÁZY et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

L'Assemblée parlementaire et la Commission de Venise avaient examiné il y a quelques années certaines questions relatives au fonctionnement de la démocratie en Hongrie, et plus particulièrement la législation hongroise relative aux médias. Cependant, le gouvernement hongrois a poursuivi sa politique qui va à l'encontre des valeurs démocratiques – comme la liberté de la presse -, aggravant par là-même la situation de la liberté d'expression, du pluralisme des médias et de la liberté des médias hongrois.

L'érosion de la liberté et du pluralisme des médias s'est poursuivie avec la transformation des médias de la radiodiffusion publique en un outil de propagande, l'acquisition d'une chaîne de la télévision commerciale nationale par un commissaire du gouvernement Orbán, et plus récemment, la fermeture complète, du jour au lendemain, du plus grand journal d'opposition hongrois – sans aucun avertissement préalable – car il avait publié des articles sur le mode de vie luxueux du chef de cabinet du Premier Ministre et du gouverneur de la Banque nationale.

Le propriétaire du *Népszabadság* a suspendu à la fois la version imprimée et en ligne de ce quotidien. Il a invoqué l'argument que le journal fonctionnait à perte et que son tirage avait chuté au cours des dix dernières années. Mais des groupes de la société civile ont affirmé que le journal avait été fermé car il avait publié des articles critiquant le gouvernement Orbán.

Cela suscite de graves préoccupations quant au fonctionnement des médias hongrois autrefois pluralistes et donne l'impression que le gouvernement cherche à faire taire tous ceux qui osent critiquer ses membres et ses actions. Par conséquent, l'Assemblée parlementaire se voit contrainte de revoir le fonctionnement de la liberté des médias en Hongrie, qui est l'un des piliers les plus importants de la démocratie.

Signé (voir au verso)

Signé[1]*:*

MESTERHÁZY Attila, Hongrie, SOC
BARNETT Doris, Allemagne, SOC
BONET Sílvia Eloïsa, Andorre, SOC
CHRISTOFFERSEN Lise, Norvège, SOC
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
CORLĂŢEAN Titus, Roumanie, SOC
FINCKH-KRÄMER Ute, Allemagne, SOC
GUNNARSSON Jonas, Suède, SOC
GUTIÉRREZ Antonio, Espagne, SOC
GUZENINA Maria, Finlande, SOC
HUOVINEN Susanna, Finlande, SOC
JANSSON Eva-Lena, Suède, SOC
JENSEN Mogens, Danemark, SOC
L OVOCHKINA Yuliya, Ukraine, SOC
MAELEN Dirk, Van der, Belgique, SOC
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC
OHLSSON Carina, Suède, SOC
RODRÍGUEZ RAMOS Soraya, Espagne, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC
TORNARE Manuel, Suisse, SOC
WURM Gisela, Autriche, SOC

1. SOC: Groupe socialiste